

**Nouvelle
vague
de
licenciements**

p. 5, 8 et 9

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1829 - 22 août 2003 - prix : 1 €

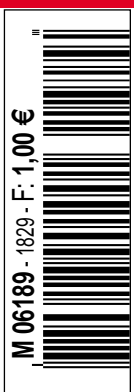
Face à la canicule

**Un gouvernement
d'irresponsables,
un État défaillant,
un régime malade**

p. 6-7

Hôpitaux :

**Une catastrophe préparée
par des économies criminelles**



**Editorial
des bulletins
d'entreprise
du 18 août 2003**

UN GOUVERNEMENT D'IRRESPONSABLES, UN ÉTAT DÉFAILLANT, UN RÉGIME MALADE

■ Les chiffres avancés pour le nombre de morts liés à la canicule gonflent de jour en jour. Des journaux parlent de cinq mille morts de plus, des personnes âgées pour la plupart. Après avoir nié l'étendue de la catastrophe, le gouvernement a fini par prendre, avec dix jours de retard et après le retour de la pluie, les mesures d'urgence qu'il aurait dû prendre dès le début de la vague de chaleur. Et Raffarin de se montrer alors aux caméras, rendant visite aux survivants dans des maisons de retraite. Mais cela ne fera pas revenir ceux qui sont morts de la chaleur à cause de l'incapacité de l'État à y faire face au moins en mettant en œuvre les moyens trouvés après coup.

La vague de chaleur était exceptionnelle, mais comment se fait-il que trois ou quatre degrés de plus au thermomètre puissent faire autant de victimes et deviennent une catastrophe majeure ? La chaleur exceptionnelle n'a été que le révélateur de la situation déplorable des hôpitaux comme des maisons de retraite, même en temps ordinaire.

Les hôpitaux, comme tous les services publics, travaillent depuis des années en flux tendu. On y ferme depuis des années des lits voire des services entiers, faute de personnel. Même d'ordinaire, nombre de services dans les hôpitaux ne fonctionnent qu'en imposant au personnel

des efforts démentés et des heures supplémentaires impossibles à récupérer. Comment les Urgences pourraient-elles faire face à des situations exceptionnelles lorsque, d'ordinaire, elles sont obligées de placer leurs malades dans les couloirs ? Les budgets des hôpitaux étant plafonnés, il leur est impossible de faire face à des situations d'urgence, même pour du matériel courant. Dans combien d'hôpitaux n'y avait-il ni ventilateurs, ni brumisateurs, ni même de l'eau glacée ? Et surtout, pas assez de personnel, même sans compétence médicale, simplement pour faire boire les hospitalisés ou pour leur passer une serviette mouillée sur le visage ?

Pour faire oublier ses défaillances, le gouvernement promet aujourd'hui une prime pour le personnel des Urgences, comme on jette un pour-boire. Mais ce n'est pas de cela que le personnel hospitalier a besoin, mais de salaires corrects et, surtout, d'embauches et de moyens en quantité suffisante. Sinon, il y aura inévitablement d'autres catastrophes, et de plus en plus graves !

Pour se justifier devant la dénonciation de l'insuffisance des moyens hospitaliers, le gouvernement ose dire que la moitié des morts sont des vieillards qui n'étaient pas hospitalisés et qui sont morts chez eux. Mais pourquoi vient-on d'aggraver les conditions d'obtention de l'allocation personnelle d'autonomie, per-

mettant aux personnes âgées de recourir à l'aide à domicile ?

Dans tous les domaines où il s'agit des conditions d'existence et de la vie de la population, les choses régressent. Le rôle d'un État au service de la collectivité serait de se doter en permanence des moyens de faire face à des situations exceptionnelles et, quand elles se produisent, de réagir en mettant en œuvre les moyens collectifs qu'il est censé gérer. Mais l'État n'est pas au service de la collectivité.

Le PS et les Verts qui se posent aujourd'hui en critiques de l'imprévoyance du gouvernement ne valent pas mieux que leurs successeurs de droite. Oui, il y a l'imprévoyance du gouvernement et son mépris total de la population. Mais c'est en même temps pire qu'une simple imprévoyance : ce qui s'est passé est la conséquence inévitable d'une politique délibérée d'économies sur la santé, comme sur tous les services publics, menée par tous les gouvernements successifs depuis des dizaines d'années.

Au-delà des gouvernements qui passent, c'est tout le système capitaliste qui est en cause, incapable qu'il est de satisfaire les besoins essentiels de la collectivité, même dans les pays qui en ont très largement les moyens matériels.

(voir p. 6 et 7)

RAFFARIN FRAPPÉ D'AMNÉSIE ?

« Que ce soit dans la famille ou dans le voisinage, il ne faut pas rester indifférent aux volets clos ». C'est ce que déclarait Raffarin, samedi 16 août, lors d'une visite dans une maison de retraite. Autrement dit, si 5 000 vieillards sont morts de la canicule c'est parce que la population serait indifférente à la misère d'autrui.

À croire que Raffarin a oublié qu'il appartient au gouvernement actuel.

C'est sans doute par égard pour les personnes âgées qu'en

janvier dernier le gouvernement a amputé de 103 millions d'euros, sur 183, les crédits destinés aux maisons de retraite. Un grand nombre de ces établissements manque cruellement de personnel et des moyens les plus élémentaires de confort. Les maisons de retraite sont, pour la plupart, dépourvues de climatisation. Or, lors de la canicule, un maintien des chambres à une température inférieure à 23° pendant la nuit aurait sans doute permis d'éviter la catas-

trophe. Pire, même les gestes les plus simples, comme hydrater les pensionnaires, c'est-à-dire les faire boire et humidifier leur peau, leur tête, à l'aide d'une simple serviette mouillée, n'ont pu être effectués, faute de moyens et surtout de personnel. Si bien que, parmi les personnes âgées admises aux Urgences des hôpitaux, une proportion importante provenait de ces établissements.

C'est sans doute aussi en guise d'attention envers les

plus vieux et les plus démunis qu'en mars dernier le gouvernement a revu à la baisse l'allocation personnalisée d'autonomie - l'APA - qui permet aux personnes âgées d'avoir recours à des aides ou des services à domicile, ou de voir une partie des frais pris en charge lorsqu'elles sont en maison de retraite. Sous prétexte d'une augmentation du nombre de demandes et d'un manque de 1,2 milliard d'euro dans les caisses, le plafond de ressources mensuelles pour percevoir

l'aide maximum est passé de 949 à 623 euros. Et, pour les bénéficiaires qui vivent chez eux, la participation au financement des prestations est passée de 5 à 15 %. Sans parler de l'allongement des délais avant de recevoir cette aide qui fait que, désormais, les personnes âgées doivent attendre plusieurs mois avant de bénéficier de l'APA et donc se débrouiller ou y renoncer.

Alors, Raffarin peut remballer ses leçons de morale.

Sophie GARGAN

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue

TRIBUNE

LES URGENCES DU CAPITALISME

Face à l'émotion suscitée par les victimes de la canicule, Raffarin a fini par écouter ses vacances, et est allé porter quelques verres d'eau, devant les caméras bien sûr, aux résidents d'une maison de retraite. Toute honte bue, il a dénoncé « *l'individualisme et l'égoïsme de la société* ». Coupables, les familles qui laissent leurs vieux à leur solitude pour partir en vacances, et les voisins « *indifférents aux volets clos* » !

Petit cinéma dérisoire, pour essayer de faire oublier son incurie. Sa bienveillance envers les personnages âgées, le gouvernement l'a déjà prouvée, et tout récemment : parce qu'il trouvait trop chère l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), qui doit favoriser l'aide à domicile et le financement de l'entrée en résidence, il en a limité les droits d'accès et réduit le budget de 400 millions d'euros. Il a également divisé par deux l'enveloppe destinée à favoriser l'embauche de nouveaux personnels soignants dans les maisons de retraite ! Et qui a diminué le remboursement de nombreux médicaments largement consommés par les personnes âgées ? Qui, après avoir amputé les retraites en juin, prévoit de s'attaquer à la sécurité sociale en octobre, ce qui restreindra encore plus l'accès aux soins des vieux travailleurs ?

Mais les causes qui ont rendu si meurtrière cette canicule remontent à bien plus loin : manque d'effectifs et d'équipements, insuffisance chronique de l'aide à domicile et des urgences, l'hôpital et tout le système de santé ont été mis au régime sec pendant de longues années. En dénonçant l'apathie de la bande à Raffarin, les dirigeants socialistes, d'ailleurs, ne manquent pas d'air : la santé n'était pas davantage pour eux une urgence quand ils étaient au gouvernement.

Quand la sonnette d'alarme a été tirée par des médecins et des associations, le gouvernement n'a pas eu l'air trop pressé : Mattei, avant de relativiser les estimations sur le nombre des victimes, annonçait à la télé l'ouverture d'un numéro vert... pour les conseils de prévention.

Pourtant, empressé, vif à réagir, la main sur le cœur et le portefeuille, le gouvernement a su l'être, cet été : pour Alstom !

Là, vraiment, ça chauffait ! Pour renflouer ce groupe au bord de la faillite, et sauver au passage la mise des banques qui en sont les actionnaires et

les créditrices, l'État n'a pas hésité à intervenir massivement et mobiliser des milliards ! L'emploi ne sera pas pour autant sauvé, les licenciements auront bien lieu.

Impossible de se tromper sur les vraies urgences du gouvernement : pas la santé des anciens, celle des profits.

Outre-Atlantique, la même logique a mené à la plus grande panne d'électricité de l'histoire, que le gouvernement tente d'attribuer... à l'utilisation excessive des climatiseurs. Il a suffi d'une heure pour qu'une série d'incidents sur des lignes de haute tension provoque en cascade l'écroulement de tout le réseau nord-est des États-Unis : 60 millions d'américains et de Canadiens privés de lumière, de train, de téléphone, d'ascenseurs, de frigos, et parfois d'eau, pendant plus de 24 heures, des centaines de milliers de personnes contraintes de dormir dans la rue ! Un chaos directement engendré par l'anarchie capitaliste. Si la puissance américaine entretient la plus moderne armée du monde, elle possède « *un réseau électrique digne du tiers-monde* », selon un ancien secrétaire à l'énergie de Clinton. Depuis 10 ans, les États-Unis y ont investi les mêmes sommes que la Grande-Bretagne, pour une consommation 10 fois supérieure. La production et la vente ont été totalement dérégulées. De nombreux trusts comme Enron ont édifié des fortunes en spéculant sur les cours de l'électricité, mais fort peu investi dans la remise à niveau des centrales et du réseau de distribution, car ce n'est pas assez rentable. Selon *Les Echos* du 18-08, la « boucle de l'Erié », un circuit de 1600 km de lignes d'où serait partie la panne, « *fonctionne un peu comme un marché où les compagnies d'électricité (...) viennent vendre ou acheter leur électricité au gré des besoins* », et « *il n'existe pas d'autorité régulatrice supérieure* ». Déjà, pour les mêmes raisons, domination du profit privé et absence de toute planification générale, la Californie avait subi en 2001 de graves pénuries d'électricité. Encore un avertissement pour rien...

De part et d'autre de l'Atlantique, l'État ne sait intervenir qu'au chevet... des profits.

Bernard RUDELLI

Leur société

USA, CANADA, LE RETOUR À LA BOUGIE ?

Jeudi 14 août, en une heure, le réseau électrique de tout le nord-est des États-Unis et de plusieurs grandes villes du Canada a subi une gigantesque panne, provoquant une énorme pagaille.

50 millions de personnes se sont retrouvées brusquement bloquées dans les ascenseurs, le métro, les trains. Dans les rues de New York, Toronto, Detroit, faute de feux rouges, on a assisté à des embouteillages monstres. Les bus bondés étant bien insuffisants pour évacuer le flot des employés... ceux-ci ont dû, faute de transports, rentrer chez eux à pied, ou dormir dehors, dans les halls d'immeubles ou dans les parcs, sans pouvoir bien entendu utiliser leur téléphone portable sur le réseau saturé, ni leur carte de crédit...

Finalement, la solidarité s'est organisée et les 24 heures qu'a duré la panne n'ont, par chance, pas eu de conséquences trop graves pour la majorité de la population.

Mais comment la rupture d'une seule ligne à haute tension peut-elle aboutir à de telles conséquences, dans le pays le plus riche du monde ? « *Nous sommes une superpuissance avec un réseau électrique du Tiers Monde* », a déclaré l'ancien secrétaire à l'Énergie de Clinton, un connaisseur puisqu'il a fait partie des responsables de la déréglementation du marché de l'électricité, qu'ont organisée Démocrates et Républicains et qui est, dans le fond, la cause de cette panne, comme de celles

qu'avait connues la Californie en 2001.

Car si le réseau électrique est aujourd'hui incapable d'alimenter en toute fiabilité la zone très peuplée qui s'est retrouvée dans le noir le 14 août, c'est que les compagnies productrices et les « traders », qui achètent et vendent l'électricité en spéculant quotidiennement sur les aléas de la production et de la consommation, se sont bien gardés de prendre en charge les investissements lourds de modernisation du réseau de transport qui auraient dû accompagner, depuis des années, l'augmentation de la consommation.

Aujourd'hui, après la panne, Bush reconnaît la nécessité de dépenser 50 milliards de dollars pour moderniser le réseau. Mais qui va les déboursier ? Probablement pas les compagnies productrices. L'État, sans doute, ou, d'une façon ou d'une autre, les contribuables. Aux États-Unis comme ailleurs, les financements, quand il y en a, sont publics ou payés par les consommateurs, et les profits sont privés, et intouchables.

Et même si l'État américain finit par dépenser ces 50 milliards de dollars, il y a gros à parier que les trusts de l'électricité trouveront encore le moyen de s'enrichir au passage, sans même résoudre le problème de fond révélé par la panne du 14 août et lié à l'anarchie capitaliste qui règne dans ce domaine de l'économie comme dans les autres.

Serge FAUVEAU

Électricité

PANNE EN AMÉRIQUE ET RISQUES EN FRANCE

La panne d'électricité qui a frappé une partie du Canada et le nord-est des États-Unis serait donc due à la vétusté du réseau de distribution. Selon une étude américaine, les investissements dans le réseau ont chuté de 40 % de 1975 à 2000, alors que les besoins ont presque doublé. C'est que les infrastructures, c'est ce qui est le moins rentable. Alors, tant que ça tient, ça tient, et on fait durer...

Mais en France, est-ce qu'une pareille panne serait possible ? Certains font observer qu'aux États-Unis et au Canada, l'électricité est privée, contrairement à la France. C'est vrai, mais en France aussi, depuis belle lurette, EDF, qui a beau être une société d'État, cherche avant tout la rentabilité des capitaux.

Le réseau français est peut-être moins vétuste qu'aux États-Unis, mais il l'est tout de même. À chaque tempête très importante des pylônes sont arrachés.

Pour des raisons techniques, on ne peut pas enterrer l'ensemble du réseau.

Certaines lignes à très haute tension doivent rester en aérien. Mais on pourrait enterrer la plus grande partie. À condition de vouloir engager la dépense, ce qu'EDF refuse de faire, préférant investir des milliards d'euros dans l'achat de sociétés à l'étranger.

Et puis lorsqu'on enterre, il faut le faire bien : EDF a truffé, durant des années, le sous-sol parisien de raccords électriques de médiocre qualité qui n'ont cessé, durant la canicule, de céder. D'où de nombreuses petites pannes, avec à chaque fois la nécessité de faire des fouilles pour déterrer la pièce fautive. Il n'y a pas qu'aux États-Unis que la distribution est défectueuse !

Quant à la capacité du réseau français de faire face à toutes les surcharges, elle n'est pas certaine. Et personne ne serait assez fou pour mettre sa main à couper qu'il n'y aura pas de panne, au moment des pics de consommation, l'hiver prochain.

André VICTOR

Licenciements et suppressions d'emplois à jet continu

UNE RIPOSTE D'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL S'IMPOSE

Des statistiques officielles concernant les effectifs des salariés en France viennent de paraître. Elles montrent que, depuis le début de l'année 2003, près de 60 000 postes ont été supprimés, essentiellement dans l'industrie.

Mais ce chiffre déjà énorme (depuis dix ans, on n'avait pas connu un tel recul) n'est qu'un pâle reflet de la réalité. Car il s'agit d'un solde, qui enregistre la différence entre les emplois créés (car il y en a quand même eu quelques-uns) et ceux supprimés. Autrement dit, ce sont bien plus de 60 000 travailleurs qui sont partis – en retraite, en préretraite ou de façon dite volontaire – sans être remplacés ou qui ont été licenciés.

Pour la première fois depuis 1993, tous les secteurs ou presque sont frappés. Ainsi, ce sont là les plus mauvais chiffres enregistrés depuis dix ans par l'industrie, mais aussi les services, y compris l'intérim.

Et la rentrée risque d'être pire encore. Il suffit de voir la kyrielle des plans dits « sociaux », en fait des licenciements, déguisés ou pas, parfois par « charrettes » de milliers de travailleurs pour une seule entreprise, qui a été annoncée cet été !

Année après année, mois

après mois, le patronat ne cesse de supprimer des emplois, en réduisant à chaque fois un peu plus les moyens d'existence de l'ensemble de la classe ouvrière, en plongeant de nouveaux travailleurs dans l'angoisse du lendemain, la pauvreté et parfois la misère.

Le chômage, avoué ou déguisé sous la forme d'emplois à temps partiel, de « petits boulots », de contrats précaires, pèse déjà lourdement sur des centaines de milliers de familles populaires. S'y ajoute la peur de perdre son emploi que le patronat fait planer sur ceux qui en ont encore un, ce qui lui permet de peser encore plus sur les salaires.

Cette situation, déjà dramatique pour la classe ouvrière, le patronat s'appête à la rendre pire encore dans les mois et les semaines qui viennent, avec une vague de nouvelles suppressions d'emplois.

À en croire les commentateurs économiques au service de la bourgeoisie, la « mauvaise conjoncture » et la « croissance trop faible » seraient responsables de ces pertes d'emplois. Voilà une explication qui non seulement n'explique pas grand-chose mais qui, en plus, est un mensonge. Car la situation écono-

mique n'est pas mauvaise pour tout le monde. Les grands groupes continuent à faire des profits, tandis que leurs dirigeants empochent primes et salaires mirobolants, et que les gros actionnaires et les possédants s'enrichissent.

En fait, les patrons suppriment des emplois pour augmenter leurs profits. Ils rognent les salaires, licencient et maintiennent, voire accroissent la production, en accroissant charge et cadences de travail. La « conjoncture » n'y est pour rien : c'est le mode de fonctionnement normal du capitalisme, ce système injuste et aberrant où la course au profit enrichit une minorité de possédants en piétinant la vie de millions de travailleurs.

Mais ces suppressions d'emplois ne sont pas une fatalité. L'avidité patronale ne connaît d'autres bornes que la résistance des travailleurs. En luttant collectivement, en menaçant les profits du patronat, la classe ouvrière a la force de l'obliger à mettre un terme aux licenciements.

C'est possible, et c'est une question d'urgence quand le patronat redouble ses attaques contre l'ensemble du monde du travail !

LE CAPITALISME FAIT PROFIT DE TOUT

Enrôlement dans des groupes armés, travail et mendicité forcés, esclavage et surtout prostitution se développent dans le monde, d'après le rapport annuel du département d'État américain sur le trafic d'êtres humains dans le monde.

8,4 millions de mineurs seraient actuellement exploités par des réseaux, et il y aurait chaque année plus de 800 000 nouvelles victimes enlevées à leur pays. Rien qu'en Europe occidentale, un demi-million de prostituées viendraient d'Europe de l'Est. En Moldavie, 30 % des jeunes filles de 18 à 25 ans auraient été enlevées par ces réseaux.

Cet odieux trafic rapporte de 7 à 10 milliards d'euros par an, pour autant que l'on puisse

le savoir. Les États concernés – pays d'origine des victimes, plaques tournantes des trafiquants ou destinataires du trafic – n'opposent que de faibles moyens, quand la corruption de la police ou des hauts sommets de l'État ne participe pas à ces trafics.

Rien d'étonnant. Trafics et mafias se nourrissent des catastrophes sociales que connaissent bien des pays à travers le monde, catastrophes dues au pillage de la planète par les grands trusts et les États qui les soutiennent. Pour se débarrasser de tels trafics, il faudrait balayer la société capitaliste dans laquelle, par définition, tout se vend et tout s'achète.

Julien ROYAL

LE SENS DES VALEURS

Pierre Bilger, l'ex-PDG d'Alstom, a annoncé qu'il renonçait à ses indemnités, enfin à 4,1 millions d'euros sur les 5,1 touchés. Il a mis du temps à se décider, car il lui était difficile de « choisir entre sa famille et une certaine conception de l'honneur », selon ses déclarations au *Monde*.

Il en a cependant gardé un million, en brut, précise-t-il, correspondant à ses salaires et

à son préavis entre avril 2002 et mars 2003, – sans parler des gros paquets d'actions qu'il a touchés chez Alstom. Pour éviter de léser sa famille, sans doute, et conserver un certain niveau de vie.

« L'honneur » a un prix : 75 ans de smic, même brut. De quoi donner des idées aux 5 000 futurs licenciés d'Alstom qui, eux aussi, ont un niveau de vie à conserver.

A.U.

NOUS NE SOMMES PAS DU MÊME MONDE...

Entre le tartuffe doré Bilger et le cynique Jean-Marie Messier qui réclame à cor et à cri ses 20,5 millions d'euros d'indemnités de licenciement à Vivendi Universal, voilà Pierre Lescure qui expose son cas à la presse venue lui chercher noise. Président de Canal Plus jusqu'en 2002, il a touché 3 millions d'euros pour son départ. Eh bien, il n'en rendra pas un sou, parce que c'est

juste son dû, sans bonus comme Messier qui, selon lui, manque de civisme. Et parce qu'en plus c'est taxé à 50 % et que, finalement, ce n'est pas si énorme, même si, reconnaît-il, sa gestion n'a pas évité ce qu'il appelle « des erreurs »...

N'est-il pas normal qu'un tel patron bénéficie de son propre Canal Plus ?

A.U.

Pompiers volants

INCENDIES ? Y'A PAS L'FEU...

Mis à contribution année après année contre les incendies de forêt et de garrigue, et cette année plus que d'habitude étant donné la chaleur, les pompiers volants en ont gros sur le cœur. Et ils le font savoir.

Cet été encore, dans le Midi et en Corse, des milliers d'hectares sont partis en fumée sans qu'ils aient eu tous les moyens d'y faire face. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir sonné l'alarme, et depuis longtemps.

Depuis une bonne dizaine d'années, faute de moyens matériels et humains, la situation est notoirement critique. En mai dernier encore, le Syndicat national du personnel de la Sécurité civile avait averti le ministère de l'Intérieur du danger dû à la conjonction d'une grande sécheresse et de la vétusté des matériels. Qu'on en juge. Les Fokker 27 ont plus de vingt ans et sont hors service, les Tracker au bout du rouleau. Quant aux Canadair, surtout

les plus anciens, ils sont en piteux état. À tel point qu'actuellement, et alors que les feux font rage un peu partout, la moitié du matériel de la base de Marignane se trouve en maintenance.

Et que les autorités, l'État, ne viennent pas invoquer une situation imprévisible ! En 2000, un audit effectué à la demande du ministère de l'Intérieur avait conclu à la nécessité d'acheter dix appareils en urgence. Résultat ? Rien. Côté personnel, pareil. Officiellement pour des raisons administratives, et au moins autant pour de sordides questions d'économies, le recrutement des pilotes est bloqué.

Les pompiers volants ne réclament pas le Pérou, mais les moyens d'accomplir une tâche indispensable qui peut sauver des vies humaines, sans parler des habitations et de l'environnement. Ils estiment

ainsi qu'il leur faudrait 18 Canadair (au lieu de 11 aujourd'hui) et 4 Hercules C-130. C'est bien peu, mais puisqu'on les leur refuse, il faut croire que c'est encore trop. C'est surtout écœurant quand on sait que l'armée de l'Air dispose, elle, d'un millier d'avions et qu'au dernier salon de l'Aviation, le ministre de la Défense lui a promis de nouveaux appareils.

Mais il ne faut pas confondre faire la guerre au feu et faire la guerre... aux finances publiques ! Les pompiers volants sont un service public indispensable à la population, les commandes d'avions militaires sont un moyen de satisfaire le capital privé, les Dassault et Lagardère qui font ainsi le plein de fonds publics.

Alors, les pompiers volants, eux, n'ont qu'à écoper. Et encore, si leurs Canadair à bout de souffle y arrivent...

P.L.

Au sommaire de la Lutte de Classe n° 74 (spécial été 2003)

- Face aux attaques du patronat et du gouvernement, le monde du travail relève la tête
 - La « réforme » des retraites, une attaque contre tous les travailleurs
 - S'en prendre à l'assurance maladie, c'est limiter un peu plus encore l'accès aux soins pour les travailleurs
 - Oui, il faut s'opposer aux licenciements et au chômage
 - Trois mois de grèves et de manifestations dans l'Éducation nationale
 - Une chronologie des grèves et des manifestations
 - EDF-GDF, RATP, SNCF : les mouvements dans le secteur public contre la réforme des retraites
 - Seule la riposte collective des travailleurs arrêtera l'offensive des possédants et de leur État
 - Texte d'une intervention télévisée d'Arlette Laguiller (1995)
- Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,50 euro

■ Mattei, le ministre de la Santé, a fini par se rendre à l'évidence et accepter le chiffre de 5 000 morts consécutifs à la canicule. Raffarin, lui, promet de « faire toute la lumière » sur les raisons qui ont conduit à cette catastrophe, d'ouvrir une grande enquête notamment sur le fonctionnement des services d'alerte en matière de santé. Mais comme, pour le moment, il se refuse à mettre en cause la politique du gouvernement, c'est le responsable de la Direction Générale de la Santé, un de ces services d'alerte, qui a démissionné, sautant comme un fusible.

S'ils veulent réellement « faire toute la lumière » sur ce drame, les responsables du gouvernement n'ont qu'à aller faire un stage dans les hôpitaux et les maisons de retraite. Ils s'y frotteront à la lamentable réalité, au manque criant de personnel et de moyens consécutif à la politique d'économies en matière de santé menée par les différents gouvernements, de droite comme de gauche, qui se sont succédé.

Hôpital de Dijon

UNE CATASTROPHE PRÉPARÉE PAR DES ÉCONOMIES CRIMINELLES

LES EFFETS DE LA CANICULE

En Bourgogne, la mortalité des personnes âgées consécutive à ces grosses chaleurs a été, d'après un des médecins responsables de gériatrie, multipliée par seize – 513 décès ont été enregistrés du 1^{er} au 13 août dans les principaux hôpitaux de la région, dont 162 en Côte-d'Or. À ce bilan, il faudra ajouter les décès à domicile et dans les maisons de retraite.

En fait, le personnel des Urgences de l'hôpital de Dijon ainsi que celui du centre gériatrique de Champmaillot ont connu une véritable catastrophe, un « état de guerre » comme certains l'ont qualifié.

Aux Urgences, avant même les grandes chaleurs, une situation tendue

Depuis fin mai, les Urgences de Dijon connaissent une situation déjà tendue. D'une part, l'ouverture de la SAUV (Salle des Urgences Vitales), nouvelle salle de « déchocage » où les interventions sont lourdes et

nécessitent beaucoup de personnel, a été faite sans augmentation de personnel. D'autre part, quelques mois auparavant, le nouveau sas d'entrée, le « hangar » comme dit le personnel, a été ouvert. Ce sas, éloigné des boxes d'examen, oblige le personnel à courir entre ce sas et les salles. Déjà, le week-end des 17 et 18 mai, il y a eu une situation alarmante. Le personnel s'est révolté, avertissant la direction que, si on le contraignait à travailler dans ces conditions, il ne pouvait plus assurer la sécurité. Le lendemain, la direction a reconnu qu'il manquait 2,5 postes d'aides-soignantes et que l'organisation du ser-

vice était à revoir. Mais comme à son habitude, l'administration a déshabillé Pierre pour habiller Paul, en prenant une infirmière sur le service d'à côté.

C'est dans ce contexte déjà fort tendu que les vagues successives de canicule ont amené des centaines de patients supplémentaires aux Urgences, la plupart déshydratés.

La chaleur augmente et, de jour en jour, l'afflux des malades est plus important

Dans la seule nuit du 1^{er} au 2 août, 70 personnes sont amenées aux Urgences, la plupart envoyées par les maisons de retraite des environs de Dijon, pour déshydratation.

Jour après jour, leur nombre est en augmentation constante. La chaleur dans le « hangar » et dans la Salle des Urgences Vitales est insupportable. Et ce qui va être le plus dur, c'est que jusqu'au 14 août, il n'y aura pas la moindre accalmie. Au contraire, chaque jour c'est un peu plus dur. Les médecins urgentistes alertent la presse locale à partir du 6 août : personne ne bouge, pas plus l'administration de l'hôpital que l'Antenne Régionale Hospitalière et que la nouvelle mairie socialiste de Dijon.

C'est la panique totale

C'est le week-end des 9 et 10 août qui va être le début d'une vraie catastrophe : nous sommes obligées de mettre des brancards partout, dans le sas, dans les couloirs, on bloque même les ascenseurs. Il fait une chaleur insup-

portable et il n'y a personne, ne serait-ce que pour donner à boire. C'est une course sans nom pour s'occuper des nouveaux arrivants, changer les perfusions, donner à boire... Tout le monde court... Les Urgences sont sur le point de craquer.

Ce n'est que le mardi 12 août, à la suite de l'intervention dans la presse locale des médecins des Urgences, que la direction a loué deux gros ventilateurs pour le « hangar », fait venir les pompiers pour l'arroser, mis en place un camion frigorifique pour réfrigérer les draps mouillés et les boissons, nous a donné poches de glace et glaçons pour faire baisser la température des personnes âgées en hyperthermie. Et le mercredi 13, le patron du service faisait appel à la Croix-Rouge qui nous a envoyé une dizaine de jeunes bénévoles pour administrer boissons, draps mouillés et vessies de glace aux malades.

Mais les gens continuaient à arriver dans un état physique de plus en plus dégradé. Le personnel était exténué avec des images et des visions d'horreur difficilement oubliables. Il en reste une profonde amertume à l'égard de l'incompétence notoire des services publics à ce moment-là. Et quand Raffarin a promis une prime pour le personnel hospitalier en septembre, cela a été accueilli avec des réflexions amères, voire cyniques.

Aux Urgences, nous savons parfaitement que cet effondrement, qui s'est produit dans le service, a été préparé par la politique criminelle des administrations hospitalières successives.

Au centre de gériatrie de Champmaillot

À Champmaillot – bien que globalement l'équipe médicale ait essayé de gérer la crise dès le début des grosses chaleurs, en prenant des mesures adéquates : tournées supplémentaires de boissons, d'eau gélifiée, appel aux familles pour venir plus souvent et pour apporter des ventilateurs à leurs patients – le manque de personnel a malgré tout provoqué des états de panique.

Et le mercredi 13 août, qui a été le pic le plus important, des états de déshydratation ont été recensés dans tout l'hôpital. De nombreux patients ont été victimes d'hyperthermie à plus de 40°, 42° pour certains

d'entre eux. L'équipe d'après-midi s'est débrouillée comme elle a pu pour faire baisser leur température, sans glaçons, sans équipement, en mouillant des serviettes avec la fontaine réfrigérée.

Partout dans les services, il y a eu des situations très graves : une infirmière seule pour 40 malades dont la plupart grabataires, une fontaine réfrigérante en panne pendant deux jours, le personnel pieds nus, s'arrosant d'eau pour pouvoir tenir, des infirmières en larmes, alors même que les décès se succédaient et ce, bien avant la canicule « officielle » déclarée par Raffarin.

Les mesures, qui ont été prises trop tard, sont dérisoires : il y a trois ans, un service de gériatrie a été fermé et ses 30 lits n'ont pas été rouverts, faute de personnel et de médecins, alors même que l'infrastructure technique existe. Dans les autres services ouverts, les malades étaient dans les couloirs sur des brancards.

Ceux qui ont vécu cette période ne pourront oublier l'angoisse de ces personnes âgées qui se voyaient mourir dans un couloir, abandonnées, parce qu'on ne pouvait pas s'occuper d'elles.



Le 13 août à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris.

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris 13)

DES SERVICES ASPHYXIÉS

À l'hôpital Pitié-Salpêtrière, la vague de chaleur a créé une situation critique. Mis à part les blocs opératoires, les salles de réveil et de radio, aucun service n'est climatisé. En Orthopédie, dans une chambre, il a fait 46°, tandis que la climatisation est tombée en panne une matinée au bloc opératoire alors qu'il y faisait 35°.

Dans certains offices infirmiers, la température est montée à 35°. Quelques ventilateurs ont été octroyés à des malades mais la plupart ont dû être achetés par les familles. Pour le personnel, aucun ventilateur n'a été accordé. Les Urgences, surchargées de travail, ont été débordées. Des personnels de ce service ont écourté d'eux-mêmes leurs congés pour venir en renfort. Il était difficile d'évacuer les malades vers les autres services, fermés pour 30 % d'entre eux en été. Les nombreuses personnes âgées, déshydratées, ont été

réparties n'importe où, du moment qu'une place se libérait, indépendamment du personnel disponible et, souvent, là où le personnel était déjà restreint. Dans le pavillon où se trouvent des salles de gériatrie, la situation a été dramatique car il fallait hydrater, perfuser, changer, rafraîchir en permanence, et l'aide ponctuelle qui a été apportée était bien en dessous des besoins.

Au pavillon Cordier où se trouvent les Urgences, au pavillon de neuro-chirurgie, la machine à glaçons n'a plus fourni de glace et il devenait difficile de faire baisser la température des patients atteints de 40° de fièvre. Une note de service destinée à tout l'hôpital, aux services de soins comme aux ateliers, a interdit au personnel de se servir en bouteilles d'eau minérale, car elles étaient réservées aux patients. Au personnel de se

débrouiller pour se procurer de l'eau fraîche. Aux Urgences, il n'y avait pas un seul point d'eau pour les familles qui attendaient pendant des heures.

Mais, miracle, mercredi 13 août, une tonne de glace était livrée et des bouteilles d'eau affectées aux Urgences tandis que des lits étaient libérés par l'annulation d'interventions jugées non urgentes. Enfin, le recours à l'intérim devenait effectif : le plan Blanc entraînait en action ! Il faut dire que, le jour même, le ministre de la Santé venait rendre visite à l'hôpital.

À l'issue de cette période, nous sommes nombreux à avoir le sentiment que l'aide est arrivée trop tard, qu'il y a eu beaucoup trop de décès et qu'il a fallu se débrouiller par ses propres moyens. Oui, « en haut », ils n'ont pas été à la hauteur de la situation.

Correspondant LO

Hôpital Beaujon (Clichy - Hauts-de-Seine)

UN LOURD BILAN

À Beaujon, un peu plus de soixante décès liés à la chaleur ont été enregistrés entre le 7 et le 18 août.

Les notes de service sur la nécessité d'hydrater les personnes âgées n'ont pas manqué. Ce n'est pas pour autant que tous les postes de soins disposaient de bouteilles fraîches. Il a même fallu huit jours pour que de simples vaporisateurs soient distribués.

Quant aux fontaines réfrigérées, les anciennes, alimentées sur les canalisations, ont été supprimées il y a des années, car les germes y proliféraient. Mais elles n'ont pour l'instant pas été remplacées par d'autres, alimentées par des bonbonnes. Le seront-elles enfin ?

Le plan Blanc n'a été décrété que le jeudi 14 dans l'après-midi. Mais il n'était de toute façon pas applicable : où chercher les agents partis en vacances ? Quant au nombre de lits rouverts pour accueillir les malades encombrant les urgences, il n'a été que d'une douzaine. Il n'aurait d'ailleurs servi à rien d'en ouvrir davantage dans les conditions actuelles : qui aurait pu s'occuper des malades supplémentaires ?

Car le plus grave est que rien n'a été fait pour augmenter les effectifs. La direction a multiplié les notes, incitant le personnel à renoncer aux repos supplémentaires et aux jours de RTT. Mais cela n'a pas eu grand effet, car bien rares étaient ceux qui pouvaient prendre de tels repos en été, même dans les conditions ordi-

naires, faute d'effectifs suffisants.

Certains établissements ont recruté des intérimaires. La direction de Beaujon, elle, n'y a plus recours depuis des années, pour des raisons budgétaires. Elle n'a pas dérogé à cette attitude pendant la canicule.

Du coup, faute de renforts, les urgences ont fonctionné au prix d'innombrables heures supplémentaires accomplies par le personnel.

La direction n'a pas recruté non plus de main-d'œuvre temporaire. Cela n'aurait posé aucun problème de qualification, car n'importe qui peut apprendre en un instant les gestes élémentaires qu'on doit accomplir vis-à-vis d'une personne âgée qui se déshydrate.

Dans les services, des soignants ont dû « doubler » leur équipe, c'est-à-dire travailler l'après-midi en plus du matin, faute de relève. Quinze heures après sept heures on ne rêve déjà que de prendre sa douche et de se coucher !

Inutile de dire que la vague annonce d'une prime exceptionnelle par Raffarin a fait tristement sourire, comme la promesse de jours de repos supplémentaires. Ce n'est pas cela dont nous avons besoin, mais de conditions normales en permanence, qui nous permettent de ne pas nous trouver au plus mal dans les périodes de crise.

Correspondant LO

LE PARTI SOCIALISTE ET LES VERTS NE MANQUENT PAS D'AIR !

Si le gouvernement a fait preuve d'incompétence dans la gestion de la canicule et de lâcheté en invoquant des circonstances imprévisibles, les responsables du PS et des Verts qui le critiquent manquent, eux, totalement de décence.

Ainsi, dès le 13 août, Yves Contassot a réclamé la démission du ministre de la Santé Jean-François Mattei. Les Verts sont pourtant mal placés pour jouer les donneurs de leçons. On

se souvient, par exemple, de la lenteur avec laquelle Dominique Voynet, alors porte-parole des Verts et ministre de l'Environnement, avait réagi face à la catastrophe de l'Erika, fin décembre 1999. Pour se justifier d'avoir refusé d'écourter de quelques jours ses vacances à l'île de la Réunion, elle avait déclaré : « Les pêcheurs blancs de l'île d'Yeu méritent-ils plus d'attention que les pêcheurs un peu bronzés des Antilles ? ».

Quand aux leaders du PS, ils se sont précipités devant les caméras pour dénoncer l'imprévoyance et la passivité du gouvernement, et réclamer une enquête parlementaire sur la gestion de la crise sanitaire liée à la canicule. Ces événements ont révélé un « grave problème de gouvernance » a déclaré François Hollande dans les colonnes du *Journal du Dimanche* du 17 août, avant d'enchaîner que la canicule « a mis en évidence les

défauts de notre système de prévention et le manque de moyens des services d'urgence » et « la nécessité d'une véritable politique de prévention ». À croire que le PS n'était pas, il y a peu de temps, au pouvoir et à ce titre responsable, comme la droite actuelle et celle du passé, de l'imprévoyance en matière de santé et du manque de moyens, en personnel comme en matériel, des hôpitaux comme de tous les services de santé publique.

Rapide dans la critique, Hollande s'est d'ailleurs bien gardé de préciser les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre de toute urgence. Cela ressemblerait trop à une critique implicite de la politique d'économies budgétaires imposée aux hôpitaux et au système de santé par Jospin et les autres gouvernements socialistes qui se sont succédé depuis 1981 !

Roger MEYNIER

Nestlé Beauvais (Oise)

CHÔMAGE PARTIEL ET BÉNÉFICES RECORDS

Dans une revue interne récemment distribuée avec la fiche de paie aux salariés du groupe, Nestlé a publié ses résultats 2002. Tant au plan mondial qu'à l'échelle plus modeste de Nestlé-France, les chiffres avoisinent des records.

L'ensemble des 250 000 salariés répartis dans 500 usines Nestlé dans le monde a permis au groupe de réaliser en 2002 un chiffre d'affaires de près de 61 milliards d'euros, en progression de 8,3 %. Le bénéfice net s'est élevé à 5,16 milliards d'euros, soit une augmentation de 16,5 % par rapport à 2001. Le bénéfice net consolidé de Nestlé-France a été de 63,7 millions d'euros, soit « une progression double de celle de 2001 ».

Rapporté au nombre de salariés de la totalité du groupe, le bénéfice mondial représente 1 680 euros par mois et par salarié, soit 11 000 francs mensuels. Ainsi, officiellement, chaque

salarié rapporte plus que sa propre paye aux actionnaires de Nestlé, parmi lesquels Liliane Bettencourt, la première fortune de France. En 2000, le bénéfice par salarié était de 10 000 F, et de 8 000 F en 2001.

Pendant la même période, à l'usine Nestlé de Beauvais, il y a eu 168 suppressions d'emplois, dont 14 licenciements secs, ramenant les effectifs de l'entreprise à moins de 700 personnes, contre 2 500 dans les années quatre-vingt. Et depuis un an, la direction du secteur surgelés de l'usine, où sont fabriqués les plats cuisinés de marque Maggi, impose chômage partiel sur chômage partiel : trois semaines à l'automne dernier, puis une semaine de fermeture en février, à prendre sur nos congés payés.

Depuis, chacun a subi entre un et quatre jours de chômage par semaine, en étant souvent prévenu la veille pour le lendemain. Et la direction envi-

sage de continuer ainsi jusqu'à la fin de l'année 2003. Une fois éclusés les jours de RTT, les récupérations diverses, cela fait des trous de 1 000 F à 2 000 F sur des payes d'à peine 7 000 F !

Les cadences sont par contre maintenues à un train d'enfer, du côté des surgelés comme du côté des crèmes glacées où sont produites les glaces Gervais. Aux crèmes glacées précisément, on a travaillé le samedi par roulements depuis le début de l'année jusqu'en juin. Après quinze jours d'accalmie, la direction a demandé des volontaires pour travailler trois samedis en juillet, suite à une commande imprévue.

L'usine de Beauvais n'est qu'une petite unité dans l'immense groupe Nestlé, mais les méthodes qui y règnent illustrent la manière dont sont obtenus les 5,16 milliards d'euros de bénéfices.

Correspondant LO

Schneider

UN GROUPE QUI FAIT DES PROFITS ET LICENCIE

Le groupe Schneider, qui commercialise du matériel électrique et des automatismes industriels sous les marques Merlin Gerin, Square D et Telemecanique, va supprimer 2000 emplois en Europe, dont un millier en France d'ici la fin de 2004, a annoncé son PDG, Henri Lachmann, lors de la présentation des comptes du 1^{er} semestre 2003.

Schneider licencie, pas parce que le groupe a des pertes. Loin de là. D'après les comptes qu'il a publiés, le groupe a déjà réalisé un taux de profit de 10,4 % au premier semestre 2003. Le bénéfice net par action est en progression de 11 %. Mais Henri Lachmann, indique le journal financier *Les Échos*, veut pour 2004 un taux de profit de 14 %.

Schneider va délocaliser hors d'Europe. Le groupe, qui avait déjà treize usines en Chine, a démarré la production dans deux nouvelles usines. « En Chine et en Inde, Schneider peut bénéficier d'une main-d'œuvre de qualité nette-

ment plus compétitive que celle de la zone euro », a déclaré Lachmann. Mais, outre les salaires plus bas, c'est parce que ses ventes en Asie ont progressé de 11 % que le groupe y développe sa production.

Et en Europe, il ne s'agit pas de diminuer la production mais de la faire effectuer par moins de salariés. Schneider se fixe comme objectif une augmentation annuelle de 5 % de la productivité.

Voilà bien l'exemple de pratiques qu'il faudrait interdire : rien ne justifie 14 % ou même 10 % de taux de profit. Et certainement pas, pour obtenir ce résultat, de mettre à la rue ceux qui, par leur travail, ont créé ces richesses, pour enrichir une poignée d'actionnaires. Schneider a de l'argent, pour construire de nouvelles usines, pour payer des dividendes aux actionnaires. Eh bien, ces profits doivent servir à maintenir les emplois et les salaires avant toute autre chose.

Christian BERNAC

Bata Moussey (Moselle)

QUE SONT DEVENUS LES OUVRIERS LICENCIÉS ?

Lors de la fermeture de l'usine Bata fin 2001, 526 ouvriers ont été licenciés. 435 étaient à reclasser car ne pouvant bénéficier de mesures d'âge. Sur ce nombre, 349 ont été pris en charge par la cellule de reclassement. Moins d'une centaine ont aujourd'hui un emploi fixe.

Cela n'a pas empêché le journal *Le Monde* du 14 août dernier, dans un article tirant le bilan des plans « sociaux », d'expliquer que « ceux de Philips et de Bata s'en sont mieux sortis ». Et d'ajouter que, à Bata, « 252 ont retrouvé une solution et 58 restent en recherche d'emplois ». *Le Monde* n'était pas le seul à avancer ces chiffres puisque, le 12 juillet, *l'Est Républicain* titrait lui aussi que la cellule de reclassement avait « réussi à reclasser 252 anciens salariés ».

À Bata, le reclassement n'a pas été confié à un service public, l'ANPE, mais à une entreprise privée qui se fait du beurre avec les licenciements, le cabinet Altédia. Société cotée en Bourse, Altédia a fait 84,2 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2002 et 8,6 millions de « résultat d'exploitation ». Ajoutons que le PDG est un ancien conseiller de Chirac et de Barre, du temps où ils étaient Premier ministre. Société commerciale qui vend du reclasse-

ment comme d'autres vendent des chaussures ou du chocolat, Altédia a tout intérêt à vanter ses réussites dans la reconversion, quitte, pour cela, à torturer quelque peu les chiffres.

Car, sur les 252 travailleurs de Bata qui auraient « retrouvé une solution », il n'y avait en réalité, fin juin dernier, que 102 embauches définitives en CDI qui, mi-août, ne sont déjà plus que 98. Pour arriver à trouver 252, Altédia a ajouté aux embauches en CDI les ouvriers en contrat temporaire, d'intérim, en formation, etc. Voilà ce que *Le Monde* appelle « retrouver une solution » !

Pour les travailleurs, passé la période où le chèque de la prime de licenciement a permis d'éponger les dettes, de changer la voiture, les meubles ou l'électroménager, la réalité n'est pas celle-là. Au bout du congé de conversion, ce sont les Assedic qui ont pris le relais. Mais pas tout de suite : il y a un délai de carence pour qu'elles se mettent en place en fonction du montant de la prime de licenciement, des jours de congés payés ou d'ancienneté non encore pris. Chez Bata, le délai de carence a été de 110 à 120 jours selon les salariés. Quatre mois pendant lesquels les travailleurs licenciés ne percevaient plus de salaire et pas encore d'indemnités de chômage !

Peugeot Poissy (Yvelines)

LA DIRECTION FAIT PAYER AUX OUVRIERS LE REcul DES VENTES

Alors que l'usine ne cesse de supprimer des postes de travail et d'accroître la charge de travail de chacun, et après des mois où la moindre panne devait être rattrapée en heures supplémentaires, la direction de l'usine PSA de Poissy a annoncé fin juillet, pour l'équipe C, de nuit, l'arrêt d'une des deux lignes de production à partir du 13 octobre prochain. Objectif : faire baisser la production de l'usine de 1575 à 1260 véhicules par jour.

Cinq cents embauchés PSA devront passer dans une des deux équipes de jour et 750 intérimaires (sur les 1050 actuellement à l'usine) seront mis à la porte.

Lors des entretiens individuels, le ton se voulait rassurant : l'arrêt de l'équipe de nuit n'est pas définitif, nous disaient, chacun retrouvera sa place six ou huit mois plus tard ; grâce à une assurance, la perte de salaire sera progressive, par tranche de 10 euros environ chaque mois ; les intérimaires auront priorité de réembauche, et d'ailleurs une cellule composée de sociétés d'intérim, de

l'ANPE et de représentants d'entreprises de la région sera créée à l'usine dès le 15 septembre, pour aider chacun à se reclasser d'ici là...

Ces prétendues assurances ne calment pas les inquiétudes ni ne résolvent les problèmes. Certains intérimaires ont renoncé à aller voir leur famille au pays cet été. Trop loin et trop cher, s'il y a le chômage au bout. Il y a aussi la crainte que l'équipe de nuit arrête définitivement. Cela provoquerait à terme une perte de salaire d'environ 300 euros pour les ouvriers PSA. Et puis il y a tous les tracassés liés à la mutation en équipe de jour : qui sera muté ? dans quel secteur ? sur quel poste ? Qui restera en équipe de nuit ?

Certains chefs, pourtant chargés de rassurer, n'ont pas pu s'empêcher de laisser entendre que ceux qui ne sont jamais malades et ceux qui acceptent les heures supplémentaires seront les mieux servis.

Les arguments par lesquels PSA justifie cette mesure, ainsi que l'arrêt au 31 juillet d'une équipe à Rennes et des équipes de VSD (travaillant les ven-

dredi, samedi, dimanche) à Sochaux, sont que le marché automobile européen a reculé de 3 % et le marché français de 7,8 % au premier semestre 2003 par rapport au premier semestre 2002, et que l'euro monte par rapport aux autres monnaies. Mais tout cela n'a pas empêché que le chiffre d'affaires de PSA progresse de 1,4 % sur la même période. Ce qui le chagrine, c'est que ses marges ne sont « que » de 4,6 % pour ce semestre, contre 5,6 % pour le même semestre de 2002. Cela représente tout de même un profit de 1,078 milliard d'euros, après des années et des années de profits encore plus importants.

Pour PSA, les aléas du marché, de la Bourse et des monnaies doivent être supportés par les travailleurs, pas par les actionnaires. Alors que l'usine de Poissy met 750 travailleurs à la rue, l'usine Citroën d'Aulnay a déjà annoncé que tous les samedis de la rentrée seraient travaillés en heures supplémentaires en raison du « succès » de la C3. Et là, pas question d'embaucher.

ALCATEL-CIT

DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS AVEC L'ACCORD DE CERTAINS SYNDICATS

La direction d'Alcatel-CIT a décidé de diminuer de 23 000 le nombre de ses salariés dans le monde pour les faire passer à 60 000 pour fin décembre 2003.

En France, il est prévu 1060 suppressions d'emplois sur plusieurs sites. Cela ne se réalise pas avec un « plan social » imposé par la direction comme précédemment, mais sous la forme d'un « accord de méthode » signé avec tous les syndicats, à l'exception de la CGT.

Dans ce cadre, les syndicats signataires ont avalisé le volet suppressions d'emplois du plan de la direction. Il est scandaleux de leur part de ne pas avoir défendu les emplois à Alcatel qui n'est pas une petite entreprise en difficulté mais un trust de niveau mondial, riche, et qui fait des profits.

Fin juin, la direction s'est servie de l'accord de méthode et

de l'aval des syndicats signataires pour augmenter en cours de route le chiffre de ce qu'elle considère comme un sureffectif et pour annoncer 220 départs supplémentaires.

Et ce n'est pas fini, puisqu'à l'entendre il y aurait trop de monde dans deux divisions où elle annonce, sans les chiffrer, de nouveaux sureffectifs. Ceux-ci seront ciblés : une nouveauté car, théoriquement, tous les départs doivent se faire au volontariat, avec une prime d'aide à la reconversion pour les plus jeunes qui justifient d'un projet de réembauche ailleurs, par transaction pour ceux qui ont plus de 55 ans, voire même maintenant via des préretraites pour ceux qui ont plus de 53 ans.

Ces mesures de préretraites pourraient être enviées par bien des salariés d'autres entreprises, virés quel que soit leur âge, avec le minimum légal, et encore pas toujours.

Dans de telles conditions, bien des travailleurs se précipitent sur ces possibilités qui leur permettent d'arrêter de travailler plus tôt et d'éviter les incertitudes sur leur avenir à Alcatel. Mais si ceux qui partent sont généralement contents, pour ceux qui restent c'est la galère. Car la charge globale du travail ne diminue pas pour autant. Et ce sont ceux qui restent qui doivent compenser par des conditions de travail plus intenses, plus pénibles, la désorganisation dans laquelle le plan de suppressions d'emplois les a plongés.

La direction d'Alcatel gagne sur tous les tableaux : elle supprime des emplois sans diminuer la charge de travail. Et quand elle décidera de réembaucher – si elle s'y décide –, les nouveaux seront moins payés que les anciens dont elle s'est séparée.

Correspondant LO

SNCM Marseille

MALGRÉ LA CANICULE, LA JOURNÉE DE TRAVAIL EST ALLONGÉE

Sur les ferries et les cargos de la SNCM, le travail dans la salle des machines est particulièrement pénible du fait de la canicule : il y règne une température qui oscille entre 50° et 60°. En mer, les marins ont eu à intervenir sur les machines alors que la température atteignait 60°.

Les ouvriers et les marins qui interviennent pour réparer ce qui est mécanique, électricité, tuyauterie, chaudronnerie, travaillent trois ou quatre heures d'affilée dans la salle des machines et y reviennent après la pause. La journée peut se prolonger dans la soirée, avec une pause de deux heures pour le repas. Il arrive que la journée, commencée à 7 h 30, ne se termine qu'à 21 h, pour que le bateau puisse repartir aussitôt. En ce moment, les rotations des navires sont nombreuses et ils ne restent pas longtemps à quai. Quand ils arrivent, les moteurs principaux sont arrêtés mais leur circuit en combustible, du fuel lourd, continue de chauffer pour que celui-ci reste fluide. Quant aux moteurs Diesel des groupes

électrogènes, ils restent en marche, ce qui produit beaucoup de chaleur. On en sort trempé des pieds à la tête, comme si on s'était plongé dans une baignoire.

De plus, c'est seulement quand on termine après 21 h 30 qu'on a droit à quatre heures de repos le lendemain matin ; si l'on dépasse minuit on a droit à huit heures de repos le lendemain. Mais le plus souvent on termine à 21 h et on doit revenir le lendemain à 7 h 30. Il est arrivé assez souvent que ce rythme dure toute la semaine.

Vu le manque d'effectif, il n'y a pas d'équipes qui tourneraient et travailleraient moins longtemps.

En temps normal les effectifs sont déjà insuffisants et nos camarades en congés n'ont pas été remplacés. Seuls les malades sont remplacés par des intérimaires.

Pour la direction, chaleur ou pas, le travail est le même. Elle trouve même que nous sommes trop nombreux puisqu'un plan en cours d'application vise à supprimer au total 300 emplois !

Correspondant L.O.

Knorr Duppigheim - Bas-Rhin

CINQ SEMAINES DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

Il a fallu cinq semaines de grève aux travailleurs de l'usine des soupes liquides Knorr-Duppigheim pour obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Knorr appartient au trust international Unilever. L'usine se compose de deux entités de fabrication : les soupes déshydratées et les soupes et sauces liquides, installées dans deux bâtiments séparés de quelques centaines de mètres. Au bâtiment des liquides, qui a été en grève cinq semaines, travaillent 120 ouvriers et ouvrières, en 3x8 et 2x12 heures le week-end.

Il y a trois mois, le patron a fait appel à des volontaires des déshydratés pour une mutation définitive aux soupes liquides. Sept ouvriers ont accepté, passant ainsi d'horaires de 2x8 en horaires 3x8, avec des conditions de travail aggravées à cause de la forte chaleur des ateliers liquides. Après deux mois d'essai et signature du nouveau contrat, la direction leur a accordé une prime exceptionnelle de 1 000 euros, sans doute pour préparer et faciliter de nouveaux appels au volontariat.

Les travailleurs des liquides, vivant eux aussi l'horaire 3x8 et la chaleur des ateliers, ont saisi l'occasion de poser au patron le problème de leurs salaires. Ils ont voté la grève, avec comme revendications le versement de la prime

exceptionnelle de 1000 euros à tous les ouvriers des liquides, une augmentation générale des salaires et une augmentation de la prime d'équipe invariable tous les mois.

Pendant cinq semaines, seulement un cinquième de la production habituelle est sorti.

Le 1^{er} août, à la cinquième semaine de grève, la direction a lâché une prime exceptionnelle de 1 200 euros brut, 25 euros brut d'augmentation générale, 50 euros brut de prime de nuit et 25 % des heures de grève comptées en récupération ou congés. Mais les grévistes étaient écœurés de perdre, du fait de leur mois de grève, la prime exceptionnelle durement gagnée. Ils ont voté le maintien du piquet de grève.

Le surlendemain, de nouvelles négociations s'engagèrent. Les syndicats exigeaient que les heures de grève puissent être comptées en congés ou récupération, avec lissage jusqu'à la fin de l'année. Ils demandaient de plus un engagement clair de la direction à ne prendre aucune sanction contre les grévistes. Le soir, la direction cédait : 11 jours sur les 22 de grève peuvent être récupérés sur les jours de congé ou récupération, 25 euros brut d'augmentation générale, 55 euros brut de prime de nuit et une prime exceptionnelle de 1 200 euros brut. Les grévistes ont accepté ces conditions. Le tra-

vail a repris le même soir.

Les travailleurs qui ont mené la grève, se succédant au piquet en 3x8, week-ends compris, ont eu le sentiment de vivre une grève dure. Mais malgré les pressions, l'intervention de la police et le chantage à la « délocalisation » de la boîte, ils ont tenu bon car, comme le déclarait un gréviste au cours du conflit : « On ne cédera pas. L'argument qu'Unilever fermera la boîte, on s'en fout. On trouvera un boulot ailleurs s'il le faut. De toute façon, s'il décide de fermer un jour la boîte, il ne nous demandera pas notre avis ».

Irradiés de Forbach

SELON QUE VOUS SEREZ...

Il y a douze ans, deux ouvriers intérimaires employés à l'usine EBS de Forbach (Moselle) étaient irradiés. Le plus gravement atteint, Daniel Leroy, est aujourd'hui en butte à la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) de Sarreguemines, qui vient de lui refuser pour la troisième fois le bénéfice d'une aide à domicile d'une tierce personne. Selon les « experts », il n'en aurait pas besoin.

Et pourtant l'irradiation dont il a été victime ne lui a pas seulement valu six mois de coma, puis

un an d'hospitalisation. Depuis, sa peau continue à se nécroser, une partie des oreilles et des doigts a été amputée. En tout, il a subi une soixantaine d'opérations et son état continue de se dégrader, entraînant des souffrances atroces.

Sa femme s'occupe de lui mais, comme elle l'expliquait sur France 3 Lorraine, il a besoin d'aide en permanence. C'est non, a répondu la CPAM pour la troisième fois. Les Leroy font appel de cette décision inique.

Lors de « l'accident » de

fortes chaleurs, et devant nos protestations répétées, que la direction s'est décidée à nous distribuer... une demi-bouteille d'eau minérale. Après quoi, estimant sans doute qu'elle avait fait tout son possible, elle s'est bien gardée de remettre ça. Et encore s'est-il trouvé des chefs pour essayer de priver de cette malheureuse demi-bouteille certains d'entre nous, les agents de cabine du troisième arrondissement par exemple, sous prétexte qu'ils ne sortaient pas en tournée !

Pour les conditions de travail, La Poste, c'est vraiment du goutte-à-goutte !

Correspondant L O

La Poste Paris-Louvre

LA DIRECTION NOUS FAIT SUER

Au bureau de poste de Paris-Louvre, la canicule a été pour la direction l'occasion de montrer toute sa passivité et sa pingrerie. Dans les salles, on étouffait, car il n'y a bien sûr aucune climatisation prévue, ni même une aération correcte. Sur les tournées à l'extérieur, c'était tout aussi pénible. Pourtant, pendant des semaines, les directeurs se sont contentés de nous répéter que la température allait baisser. Pendant ce temps, les fontaines prévues pour nous rafraîchir ne distillaient plus qu'une eau tiédasse, quand elles ne s'arrêtaient pas purement et simplement de couler. Ce n'est qu'après plusieurs semaines de

Festivals d'Aurillac et de La Chaise-Dieu :

LES INTERMITTENTS CONTINUENT LA LUTTE

Mardi 19 août, à Aurillac, une manifestation de solidarité envers les intermittents a rassemblé près de 2000 personnes et un appel à la grève a été lancé.

Cette manifestation dans la préfecture du Cantal a été un succès par le nombre et le dynamisme des participants. Le cortège était entraîné par les drapeaux rouges et les slogans de la Compagnie Jolie Môme.

On y voyait des chemiots CGT du Cantal, des travailleurs des hôpitaux, la CGT du spectacle, des enseignants de la FSU et des représentants d'associations diverses comme les Marcheurs du Larzac, la Confédération Paysanne, etc.

Les deux principaux festivals auvergnats se déroulent ces jours-ci. Tandis qu'à Aurillac, il s'agit d'un festival populaire, avec théâtre de rue, celui de La Chaise-Dieu, près du Puy en Haute-Loire, est entièrement consacré à la musique classique et religieuse et le prix élevé des places fait que le public est

loin d'être populaire.

Les intermittents sont déjà intervenus à La Chaise-Dieu en perturbant quelques séances. Ce fut assez mouvementé puisqu'ils ont été expulsés sans ménagement par les gendarmes mobiles.

Suite au succès de la manifestation d'Aurillac, les intermittents les plus décidés lancent un appel aux diverses compagnies à une sorte de grève tournante, le

matin ou l'après-midi, selon les jours, jusqu'à la fin du festival.

Et ils sont décidés à aller de nouveau à La Chaise-Dieu, histoire de montrer à Jacques Barrot, l'ex-ministre, député UMP de la Haute-Loire que, jusque dans son fief électoral, il y a des travailleurs en colère qui n'acceptent pas sa politique et qui exigent le retrait du nouvel accord que leur imposent le gouvernement et le Medef.



Les intermittents perturbent le festival de La Chaise-Dieu, le 16 août 2003.

Un lecteur nous écrit...

LES INTERMITTENTS AU CENTRE BEAUBOURG À PARIS

L'agrément par le gouvernement du protocole d'accord sur l'assurance chômage des intermittents du spectacle, le 6 août, n'a pas mis fin à leur combat. Simplement, comme nous l'écrit un lecteur, « jusque-là les intermittents en lutte réclamaient le non-agrément de l'accord... Maintenant, il nous reste quatre mois pour empêcher son application, qui pourrait se faire progressivement à partir du 1^{er} janvier 2004 ». Dès le lendemain une action s'est donc déroulée à Paris.

« Le jeudi 7 août, jour de la publication au Journal Officiel de l'agrément, une action a été organisée, avec pour cible le Centre Beaubourg qui héberge le Musée National d'Art Moderne. Nous étions quelque 300 interlutants à se rendre au rendez-vous non loin de là, à 18 h 30, dans la plus grande discrétion : il n'est pas si facile de faire pénétrer un si grand nombre de personnes dans un bâtiment public avant que ne surgissent les CRS ! Cette fois-ci tout s'est bien passé.

Les CRS sont arrivés après nous et ont d'abord encerclé le bâtiment. À l'extérieur, les intermittents prévenus par téléphone qui s'accumulaient sur le parvis leur ont chanté une chanson spécialement pour eux : « Moi je suis un CRS, devant la porte je me dresse ! Et quand je pense à mes enfants, et au monde qui les attend... » À l'intérieur, des banderoles ont été suspendues depuis les escalators. Vu de l'extérieur, le bâtiment étant tout en verre, cela était bien visible et assez chouette. Pendant ce temps la direction faisait évacuer le public, évidemment sans lui donner d'explication sur ce qui se passait. Nous avons donc dû user de nos voix et d'un mégaphone pour informer la foule sur pourquoi nous étions venus.

Au dernier étage, sur la terrasse de cet immense bâtiment, se trouve le café Costes, un établissement privé où le meilleur champagne se vend 1000 euros la bouteille. C'est là que nous nous étions réfugiés dans le calme quand,

arrivant pour nous encercler, les CRS n'ont pas trouvé de moyen plus élégant que d'exploser une baie vitrée qui se trouvait sur leur passage. Heureusement, leur violence ne s'est exercée que contre les bâtiments, et nous avons pu ressortir sains et saufs vers 23 heures. Même si la police a confisqué notre banderole, nous étions bien contents de nous être fait entendre auprès du public d'un musée qui s'est montré compréhensif, et nous a même en partie rejoints dans l'action. »

Et, depuis, la lutte continue, notamment à l'occasion des festivals comme celui de la Chaise-Dieu ou d'Aurillac. Pas question d'accepter « un mode de calcul qui ferait que des dizaines de milliers d'intermittents ne seraient plus indemnisés, et se retrouveraient avec l'allocation spécifique de solidarité ou le RMI. »

Un intermittent du spectacle

Pour la régularisation des sans-papiers MANIFESTONS

Samedi 23 août à 14 heures à Paris, de la place de République à l'église Saint-Bernard

ACHARNEMENT CONTRE LES ROMS EN SEINE-ET-MARNE

En juin dernier, les quelque 200 Roms de Roumanie ont dû quitter le camp de Lieusaint, suite à une décision du tribunal de Melun, et au harcèlement de la police qui procédait à des arrestations aux abords du camp et à des reconduites à la frontière.

Ils se sont installés à l'extrémité d'un champ de betteraves dans la commune voisine de Tigery. De toute façon, l'état des caravanes et des véhicules ne permettait guère d'aller plus loin.

Une nouvelle procédure d'expulsion a été engagée par les autorités et la décision du tribunal est tombée début août.

Le 12 août, une nouvelle migration pour un autre site a donc eu lieu. La soixantaine de caravanes s'est installée sur un terrain situé sur la commune d'Evry-Grégy-sur-Yerres le long de l'autoroute A5b. Dès leur arrivée, la mairie s'est manifestée avec une très grande hostilité. La situation sanitaire était très grave en raison de la chaleur (c'était un des jours les plus chauds de l'été) et de l'absence d'eau.

Hormis la solidarité d'un patron de cirque voisin, qui fournit de l'eau, les citernes de la préfecture n'arrivaient que le lendemain. Mais entre-temps,

les autorités avaient déclenché sans tergiverser la procédure pour leur expulsion. Déploiement de gendarmes autour du camp, survol par hélicoptère à basse altitude pour prendre des photos, constat d'huissier, retour précipité du maire en vacances en Martinique. La société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône saisissait le tribunal de grande instance de Melun en procédure de référé d'heure à heure.

L'audience avait lieu lundi 18 août et le jugement d'expulsion était annoncé pour le 21. Mais la gendarmerie continuait son harcèlement avec arrestations aux abords du camp et procédure de reconduite à la frontière.

Les convois de caravanes de plus en plus délabrées ont donc repris la route en évitant les contrôles policiers. Mais la situation devient à chaque fois plus précaire et l'acharnement des autorités s'accroît.

En dépit de la convention d'intégration signée par l'agglomération de la ville nouvelle de Sénart pour une vingtaine de familles, tout se passe comme si les communes de l'agglomération n'avaient rien d'autre à dire aux Roms que d'aller voir ailleurs.

La véritable histoire de Lutte Ouvrière

Par Robert Barcia, alias Hardy

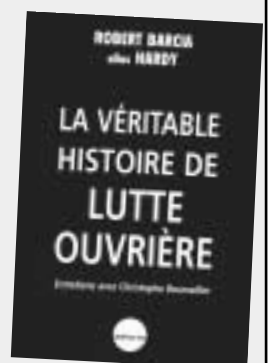
Entretiens avec Christophe Bourseiller

Editions Denoël Impacts
prix : 17 euros

est disponible

Envoi franco, en écrivant à :
Lutte Ouvrière
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Joindre 17 euros par chèque, à l'ordre de
LUTTE OUVRIÈRE - Bien spécifier l'adresse d'envoi



La mort d'Amin Dada

UN PRODUIT DE L'IMPÉRIALISME

L'ancien dictateur ougandais Idi Amin Dada est mort, samedi 16 août, en Arabie saoudite, tranquille et impuni, après avoir passé les vingt dernières années dans une somptueuse résidence mise à sa disposition par le régime saoudien.

Amin Dada, ancien sous-officier de l'armée anglaise formé par elle, accéda au pouvoir par un coup d'État en janvier 1971, avec le soutien de la Grande-Bretagne, des États-Unis et d'Israël, qui trouvaient que le régime précédent – en place depuis l'indépendance concédée par la Grande-Bretagne en 1962 – se rapprochait trop de l'URSS.

Il clama haut et fort, dès sa prise du pouvoir et jusqu'à son renversement en 1979, son admiration pour Adolf Hitler. Son bilan fut particulièrement atroce : peut-être 300 000 victimes du régime de terreur qu'il

instaura, 80 000 émigrés indiens et pakistanais expulsés par la force, des cadavres jetés dans le Nil, des tortures sans nombre.

Pourtant, Amin Dada connut – en dehors de son pays il est vrai – une certaine popularité en Afrique durant son règne, parce qu'il multipliait les provocations verbales vis-à-vis des pays impérialistes et répondait au mépris de l'Europe envers les Africains par des bravades souvent caustiques. Amin Dada se faisait transporter en palanquin porté par des Blancs (anglais), se proclamait « roi d'Écosse » et proposa même, au moment où la crise économique frappait l'Angleterre de plein fouet, de faire en Afrique une collecte de bananes et d'organiser l'aide humanitaire.

Mais tout cela s'accompagna d'épouvantables exactions. Amin Dada était certes un bouffon, mais un bouffon sanglant. Soi-disant défenseur de l'Afrique noire, il fut



Le président de la République Georges Pompidou, recevant Amin Dada à l'Élysée en 1971. Certes, l'Ouganda n'était pas dans la zone d'influence française, mais on peut toujours grappiller quelque chose...

l'assassin de son propre peuple, et du peuple tanzanien voisin, auquel il déclara en 1978 une guerre qui allait finalement accélérer sa chute. Malgré ses gesticulations, il ne fit jamais quoi que ce soit pour nuire aux intérêts de l'impérialisme en Ouganda ou ailleurs, et au contraire défendit fidèlement ses intérêts... même si le régime stalinien de Brejnev osa le classer, en 1977, dans sa liste des « dirigeants progressistes ».

Amin Dada, comme bien d'autres dictateurs de la région, de Bokassa à Mobutu, n'a été

que le fruit pourri de la colonisation européenne en Afrique, qui n'a laissé derrière elle que misère et guerres civiles. Les démocraties occidentales n'ont jamais levé le petit doigt pour empêcher Amin Dada de nuire, pas plus que pour arrêter les exactions de son successeur Milton Obote, qui fit au moins autant de victimes que lui. Et le fait que les pays impérialistes l'aient laissé couler une retraite paisible en Arabie saoudite en dit long.

En réalité, l'impérialisme s'est toujours parfaitement accommodé de ce type de dictateurs, qu'il a formés et

encouragés. Et il a fermé les yeux sur leurs exactions, parce que ces tyrans défendaient l'ordre et les profits capitalistes.

Dans cette région des grands lacs, à laquelle appartiennent l'Ouganda, mais aussi le Rwanda et en partie le Congo, les peuples ont eu à subir toutes les atrocités, depuis les despotes du type d'Amin Dada jusqu'aux récents génocides. Il faudra bien un jour, en faire payer l'addition à l'impérialisme.

Pierre VANDRILLE

Argentine

Vers l'annulation des lois protégeant les militaires ?

LE PRÉSIDENT MET À JOUR LE PASSÉ... POUR ASSURER SON AVENIR

Le président argentin Néstor Kirchner, entré en fonctions le 25 mai dernier, a lancé une campagne contre l'impunité qui couvre les crimes des responsables de la dictature militaire (1976-1983). Le 12 août, les députés argentins ont abrogé les lois protégeant les anciens tortionnaires de la dictature militaire. Rien ne garantit cependant que les militaires seront finalement condamnés, mais le président Kirchner espère au moins en tirer un bénéfice politique.

La dictature argentine a été particulièrement sanglante, entraînant la disparition de 30 000 opposants, ouvriers combattifs, militants syndicaux ou politiques, allant des péronistes à l'extrême gauche trotskyste.

Deux lois, votées sous la présidence du radical Alfonso, interdisaient de pour-

suivre les militaires pour des crimes commis sous la dictature : ils pouvaient en effet prétendre n'avoir fait qu'« obéir aux ordres ». Quant aux chefs qui avaient donné ces ordres, cinq d'entre eux furent bien condamnés à des peines de prison en 1985, mais graciés en 1990 par le président Menem. En outre, un décret, aboli il y a trois semaines, interdisait d'extrader les criminels de la dictature. Les seuls faits pouvant faire l'objet de poursuites étaient ceux concernant des crimes commis vis-à-vis d'enfants de ces opposants. A ce titre, un certain nombre de hauts cadres de l'armée et de la marine sont aux arrêts, assignés à leur résidence personnelle.

Rien ne garantit que ce vote va ramener devant les tri-

bunaux les militaires assassins. Les députés ont voté, certes. Mais les sénateurs doivent aussi se prononcer. Et finalement ce sera à la Cour suprême de justice de trancher. Tout cela peut prendre du temps et s'enliser, ce qui arrangerait quelque 2 000 militaires qui risquent, sinon, de se retrouver sur la sellette.

Le problème réel de Kirchner, privé de deuxième tour à l'élection présidentielle par la défection de son adversaire Carlos Menem, est qu'il lui manque la légitimité que lui aurait donnée une victoire qui s'annonçait massive. Si on se réfère au résultat du premier tour, Kirchner ne représente que 22 % des votants. A travers ces mesures, il cherche donc à élargir son crédit politique.

Après les nombreux scandales de l'époque de Menem, il tente d'apparaître comme celui qui vient faire le ménage d'un appareil d'État particulièrement corrompu.

Il s'est affiché avec la présidente des « grand-mères » de la Place de Mai, ces femmes qui recherchent la vérité sur les enfants de militants assassinés, adoptés par les militaires. Une ex-haut fonctionnaire, proche de Menem, connue pour s'être enrichie personnellement, vient d'être envoyée en prison. Kirchner a fait ouvrir les archives d'État sur un attentat antisémite perpétré en 1994 contre une mutuelle juive, de même que celles concernant l'accueil complaisant offert par l'Argentine aux anciens nazis après 1945.

Nul ne peut dire si cette volonté affichée d'en finir

avec l'impunité des militaires et la corruption ira bien loin. En attendant, Kirchner a réussi à faire passer au second plan les échéances économiques et sociales qu'il lui reste à affronter.

Le chômage se situe toujours au-dessus de 20 %. Les banquiers du FMI maintiennent leurs exigences avant d'accorder de nouvelles lignes de crédit à l'Argentine. Enfin, Kirchner doit, dans un avenir proche, imposer à une population, qui ne s'est pas encore remise de l'effondrement de décembre 2001, une augmentation générale des tarifs des ex-services publics rachetés par différents trusts français et espagnols. Il prend ainsi le risque de réveiller la protestation sociale. On verra alors ce que vaut le « crédit » de Kirchner.

Vincent GELAS

Irak

L'ENLISEMENT DE L'OCCUPATION AMÉRICAINE

Plus de cent jours après la fin officielle de la guerre en Irak, l'attentat qui a eu lieu mardi 19 août contre le bâtiment de l'ONU à Bagdad a fait dix-sept morts, dont le représentant spécial de l'ONU en Irak, Vieira de Mello, et plus d'une centaine de blessés.

C'est un attentat spectaculaire. Mais on ne sait pas qui en est l'auteur. On peut bien sûr s'interroger sur les objectifs recherchés par les auteurs de cet attentat. Une chose est sûre : avec de telles méthodes, ils ne défendent pas les intérêts du peuple irakien. Cependant cela s'inscrit dans un climat où l'occupation américaine devient de plus en plus insupportable pour la population, où la conduite des représentants de l'ONU peut être assimilable à celle du reste des puissances impérialistes.

Il apparaît de plus en plus qu'en se lançant dans l'occupation militaire, les États-Unis se sont placés dans une situation sans issue, même si malheureusement c'est la population irakienne qui en paye le prix.

Indépendamment de cet attentat, chaque jour donne lieu à des incidents entre les troupes US et la population. Les soldats multiplient ainsi les gestes qui les font détester. On en a eu un exemple avec ce journaliste palestinien abattu parce que sa caméra avait été confondue

avec un lance-missiles. Chaque jour, l'occupation américaine s'enfonce un peu plus dans un bourbier. Les sabotages, attentats, attaques et émeutes sont devenus son lot quotidien. On compte désormais 62 soldats américains tués depuis la fin de la guerre.

Chaque jour qui passe, avec son lot d'exactions et de répression, avec ses contrôles d'identité musclés et ses arrestations arbitraires, amène de nouveaux opposants à la coalition anglo-américaine. Des centaines de civils irakiens ont été tués par l'armée américaine (peut-être six cents, selon une organisation humanitaire) ; et des milliers de prisonniers croupissent à nouveau... dans les mêmes geôles que du temps

de Saddam, rouvertes par les soins de l'armée américaine.

C'est ce comportement de la puissance occupante qui génère une résistance qui peut venir aussi bien des milieux restés fidèles à l'ancien dictateur, des milieux chiïtes qui aspirent à lui succéder, mais même de simples Irakiens écœurés de voir que leur sort continue de s'aggraver.

La puissance américaine paye ainsi de n'avoir rien fait pour améliorer le sort concret de la population, qui reste privée des moyens les plus élémentaires d'existence. Et cela après des dizaines d'années de dictature, plus de dix ans de guerre, et douze ans d'embargo imposé par l'impérialisme. La population irakienne doit



Le 17 août 2003, après un attentat, à cent kilomètres de Bagdad.

maintenant subir l'occupation d'une armée pour qui lutter contre la dégradation de la situation sociale, alimentaire et sanitaire n'est pas la priorité.

On voit ce qu'il en est de toutes les justifications de ceux qui, avant la guerre, disaient que l'intervention armée allait

ouvrir la voie à un avenir meilleur pour la population irakienne. En réalité, c'est la continuation de la misère et de l'oppression, et peut-être aggravée par une occupation militaire chaque jour plus insupportable.

P. V.

Les soldats américains, victimes eux aussi

Dans cette occupation dont nul ne sait jusqu'à quand elle se prolongera, les soldats américains du rang sont aussi des victimes, mais de leur propre gouvernement.

À tous les GI's, on avait promis un retour à la maison dès la guerre terminée. Mais à l'heure actuelle, on leur dit : « L'année prochaine »... Et les États-Unis

en sont à négocier avec de nombreux pays – notamment la Turquie mais aussi d'autres pays européens – l'envoi de troupes pour relever les leurs.

Les soldats américains du rang sont chargés de faire la plus sale des besognes : patrouiller dans les quartiers pauvres et réprimer une population désespérée. Ils se retrou-

vent évidemment la cible des attentats et des attaques de la population irakienne.

Face à cette situation, les GI's se sentent méprisés même par leur propre état-major. Une association américaine vient de publier une lettre de soldats qui écrivent notamment : « Où sont l'honneur et la dignité que l'armée enseigne à ses jeunes

recrues ? Plus on est proche de la ligne de front, plus on est maltraités. Tous les soldats ont la diarrhée parce que pas un seul d'entre nous n'a eu le moindre légume frais depuis un mois. (...) Chacun d'entre nous fait des sacrifices, et quelle est notre récompense ? Etre traités comme des animaux de ferme. »

Libye, Grande-Bretagne, États-Unis, France

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

Le 21 décembre 1988, un Boeing américain de la Pan Am explosait en vol au-dessus de l'Ecosse, à Lockerbie. Près d'un an plus tard, le 19 septembre 1989, un avion français d'UTA explosait de la même manière au-dessus du désert du Niger. Dans les deux cas, on n'a jamais su exactement quelles étaient les raisons ni les commanditaires de ces attentats, mais seulement, dans les débris, on a trouvé des traces d'explosifs et de détonateur. Bien des rumeurs ont couru mais, fondées ou infondées, les accusations se sont portées sur le régime libyen de Kadhafi.

En 1992, quelques années plus tard, le Conseil de sécurité de l'ONU décida des sanctions économiques et un embargo partiel contre la Libye, que les États-Unis

avaient, entre-temps, rangée parmi les « nations terroristes ».

Finalement la Libye a reconnu son implication (mais pas nécessairement sa responsabilité) dans ces attentats. Elle a accepté, en 1999, de verser 208 millions de francs aux victimes et à la compagnie d'aviation, dans le cas de l'attentat du vol UTA.

En 2001, un arrêt de la cour de cassation mettait fin officiellement aux poursuites intentées contre le chef de l'État libyen. Les autorités françaises achetaient pour l'équivalent de 30 millions d'euros la possibilité de se rabibocher avec la Libye, l'épisode des années de conflit à propos du Tchad étant considéré comme terminé.

C'est que la Libye est un des très gros producteurs de

pétrole. Début 1999, un consortium de trusts pétroliers européens, dont Total représente 40 % des capitaux, a découvert un nouveau gisement et voulait accroître les productions d'autres puits. De plus, le régime a décidé, depuis déjà de longues années, d'équiper et de moderniser le pays. D'où de gros contrats d'équipements industriels et agricoles en vue. La France était donc sur les rangs et ne demandait qu'à accroître ses investissements, quitte à « oublier » les victimes de l'avion d'UTA.

Mais les autorités américaines et britanniques ont fait exactement la même démarche et viennent d'obtenir 2,7 milliards de dollars (à peu près autant en euros). En échange, le Conseil de sécurité de l'ONU mettrait fin aux

sanctions, et les Américains cesseraient de considérer la Libye comme un « pays terroriste », avec tout ce que cela implique comme possibilités d'investissements par la suite.

Du coup, il apparaît que les « Français » auraient pu obtenir beaucoup plus ! Les familles des victimes de l'attentat du vol UTA, qui n'ont jamais cessé de protester contre la sordide diplomatie française, ont à nouveau crié au scandale, tant et si bien que de Villepin menace de ne pas voter la fin des sanctions au Conseil de sécurité si les victimes du vol UTA n'obtiennent pas un « traitement équitable », c'est-à-dire comparable à celles de Lockerbie.

En réalité, le sort des victimes et de leurs familles n'importe pas plus à Villepin qu'à ses homologues amé-

ricains et britanniques, et encore moins aux requins du pétrole, du gaz, du BTP et autres, qui ne songent qu'à classer ce dossier au plus vite, et à faire des affaires.

Pourquoi et pour qui sont morts les passagers de ces avions ? La Libye a été accusée, mais quels « coups tordus » cache cette affaire ? À quelles sordides manœuvres les puissances impérialistes, dont la France, se livraient-elles à ce moment-là vis-à-vis de la Libye ? Tout cela est tombé aux oubliettes, sauf pour les parents des victimes.

Il ne reste plus qu'une histoire de (très) gros sous pour passer l'éponge et pour que les capitalistes puissent tranquillement faire des profits.

André VICTOR